

# L'engagement d'un avocat pour la demande d'asile

---

La présente fiche de renseignements est destinée aux personnes qui travaillent auprès des demandeurs d'asile. Dans la fiche, la mention «vous» désigne le demandeur ou la demandeuse d'asile. Cette pratique a pour but de faciliter la communication de l'information aux personnes qu'elle vise directement.

---

CLEO offre une fiche de renseignements intitulée *La présentation d'une demande d'asile*. Ce document explique la procédure et certaines des règles qui s'appliquent aux personnes demandant l'asile. [Pour commander un exemplaire de cette fiche ou pour la consulter en ligne](#), utilisez les coordonnées figurant au bas de la page 5.

---

## Obtenir une assistance juridique

Lors d'une audience relative à une demande d'asile, vous avez droit à l'assistance d'un avocat ou d'un autre représentant. Les responsables de l'immigration devraient vous aviser de ce droit. Vous avez également le droit de choisir votre propre avocat.

Si vous présentez une demande d'asile, vous aurez besoin de l'aide de quelqu'un qui connaît le droit des réfugiés. Les avocats

spécialisés dans ce domaine connaissent les dispositions législatives qui s'appliquent à votre cas et les règles particulières qui doivent être suivies pour la présentation d'une demande d'asile.

Vous avez le droit de présenter votre demande en français ou en anglais. Si vous décidez de présenter votre demande en français, assurez-vous de retenir les services d'un avocat qui parle français.

Si vous ne pouvez pas vous payer un avocat, il se peut que vous soyez admissible à l'aide juridique. Pour plus de renseignements à ce sujet, consultez la section *Certificats d'aide juridique*, à la page 2.

Vous avez avantage à obtenir une assistance juridique le plus tôt possible. Dans la mesure du possible, essayez d'obtenir une assistance juridique avant de remplir tout formulaire se rapportant à votre demande d'asile.

---

Votre **Formulaire de renseignements personnels (FRP)** constitue un élément essentiel de votre demande d'asile. Si vous consultez un avocat spécialisé en droit des réfugiés, il pourra vous indiquer les renseignements que vous devriez fournir dans votre FRP.

Assurez-vous de bien comprendre tout ce qui figure dans votre FRP avant de le signer. Signez-le uniquement s'il est complètement rempli. Ne signez jamais un formulaire vierge.

Vous devez faire parvenir votre FRP à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) dans le délai imparti, c'est-à-dire dans les 28 jours qui suivent la date où on vous a remis le FRP ou, si le FRP vous a été livré par la poste, dans les 35 jours qui suivent la date de mise à la poste du FRP.

Si la CISR ne reçoit pas le FRP dans le délai, vous risquez de ne pas pouvoir présenter votre demande d'asile et d'être expulsé(e) du Canada.

---

Vous pouvez choisir quelqu'un qui n'est pas avocat pour vous représenter. Cela dit, les autorités de l'immigration ne traiteront avec des représentants rémunérés que s'ils sont des avocats autorisés à exercer au Canada ou des membres de la Société canadienne de consultants en immigration (SCCI). La liste des membres de la SCCI figure sur le site web de cette société, à <[www.csic-scci.ca](http://www.csic-scci.ca)>.

Si la CISR rejette votre demande d'asile et que vous présentez une requête à la Cour fédérale pour obtenir le contrôle judiciaire de cette décision, seul un avocat peut vous représenter devant la Cour fédérale.

## Certificats d'aide juridique

Vous pouvez présenter une demande de certificat d'aide juridique à Aide juridique Ontario. Pour être admissible au certificat, vous devez prouver que vous n'avez pas les moyens de payer les services d'un avocat et que votre demande d'asile a des chances d'être accueillie.

Les certificats d'aide juridique paient des avocats pour des services particuliers. Ils ne paient pas les services de consultants qui ne sont pas avocats.

Aide juridique Ontario paiera les services d'un interprète si vous avez besoin de tels services au moment de rencontrer votre avocat. Cet organisme paiera aussi pour la traduction de certains documents qui ne sont ni en français ni en anglais.

Si votre avocat juge qu'un rapport médical ou psychologique est nécessaire dans votre cas, Aide juridique Ontario paiera également les frais de ce rapport.

Pour présenter une demande de certificat d'aide juridique, communiquez avec le bureau d'aide juridique de votre localité. Pour trouver le bureau le plus près de chez vous, cherchez à la rubrique « Aide juridique » (*Legal Aid*) dans votre annuaire téléphonique. Vous pouvez également visiter le site web d'Aide juridique Ontario à <[www.legalaid.on.ca](http://www.legalaid.on.ca)> ou communiquer avec cet organisme par téléphone :

Sans frais,  
à l'extérieur de Toronto ..... **1-800-668-8258**  
À Toronto ..... **416-979-1446**  
ATS, sans frais ..... **1-866-641-8867**  
ATS, à Toronto ..... **416-598-8867**

Lorsque vous vous présentez au bureau d'aide juridique pour demander un certificat :

- soyez accompagné(e) d'une personne qui peut servir d'interprète, si vous avez de la difficulté à parler ou à comprendre le français ou l'anglais,
- apportez un document d'identification personnelle, tel qu'un passeport, un certificat de naissance ou tout autre document permettant d'établir votre identité,
- apportez des documents contenant des renseignements financiers, tels que des reçus de loyer, des livrets de banque, une preuve de vos revenus ou une preuve du fait que vous recevez de l'aide sociale,
- apportez tout autre document qui a trait à votre demande d'asile, y compris le FRP si vous l'avez déjà rempli.

Vous devez être en mesure d'expliquer brièvement, au représentant du bureau d'aide juridique, pour quelles raisons vous présentez une demande d'asile.

Si le bureau d'aide juridique accueille votre demande de certificat d'aide juridique, il vous fera parvenir le certificat par la poste une semaine ou deux plus tard. Si vous avez fourni tous les renseignements et documents nécessaires, vous pourriez recevoir le certificat plus rapidement — parfois, le jour même.

Parce que le délai pour remettre vos documents à la CISR est strict, vous ne devriez pas attendre d'avoir reçu votre certificat d'aide juridique avant de communiquer avec un avocat. Dites à l'avocat que vous avez présenté une demande de certificat et indiquez-lui le numéro de votre demande d'aide juridique.

Si vous avez déjà un avocat, le bureau d'aide juridique enverra le certificat à votre avocat par la poste. Dans bien des cas, le certificat paiera pour que votre avocat rédige, à l'intention du bureau d'aide juridique, une lettre expliquant votre cause. Ensuite, le bureau d'aide juridique décidera d'envoyer ou non un autre certificat pour que l'avocat vous représente à votre audience.

Si vous avez besoin d'aide pour trouver un avocat, une clinique juridique communautaire pourrait vous indiquer le nom d'avocats qui exercent en droit des réfugiés. Vous pouvez également demander si, à la clinique, on connaît un avocat qui parle votre langue maternelle. Pour obtenir plus de renseignements à ce sujet, allez, plus loin, à la section intitulée [Cliniques juridiques communautaires](#).

## Bureau du droit des réfugiés

Si vous résidez dans la région de Toronto, vous pouvez communiquer avec le Bureau du droit des réfugiés (BDR). Le BDR pourrait être en mesure de vous représenter si vous détenez un certificat d'aide juridique.

Les avocats du BDR, avec l'aide de techniciens juridiques, représentent les demandeurs d'asile devant la CISR et la Cour fédérale. Le BDR représente également des personnes qui sont détenues pour des motifs liés à l'immigration, y compris des demandeurs d'asile.

Pour plus de renseignements, communiquez avec le BDR en composant **416-977-8111** ou **1-800-668-8258**.

## Cliniques juridiques communautaires

Vous pourrez peut-être obtenir une assistance juridique gratuite d'une clinique juridique communautaire. Vous n'avez pas besoin de certificat d'aide juridique pour vous présenter à une clinique juridique communautaire.

Les cliniques juridiques communautaires reçoivent des fonds d'Aide juridique Ontario pour fournir des services juridiques aux personnes à faible revenu. Ces services sont fournis par des travailleurs juridiques communautaires et des avocats.

Vous pouvez appeler la clinique juridique de votre région et demander si elle offre des services de représentation pour les demandeurs d'asile. Un employé de la clinique vous dira si celle-ci peut vous aider relativement à votre demande d'asile, ou si la clinique peut vous adresser à un avocat exerçant en droit des réfugiés.

Pour trouver la clinique juridique communautaire la plus près de chez soi, il suffit habituellement de consulter l'annuaire téléphonique à la rubrique « Aide juridique » (*Legal Aid*) ou « avocats » (*Lawyers*). Vous pouvez également visiter le site web d'Aide juridique Ontario, à <[www.legalaid.on.ca](http://www.legalaid.on.ca)>, ou communiquer avec cet organisme en composant :

Sans frais,  
à l'extérieur de Toronto ..... **1-800-668-8258**  
À Toronto ..... **416-979-1446**  
ATS, sans frais ..... **1-866-641-8867**  
ATS, à Toronto ..... **416-598-8867**

## Travailler avec votre avocat

Lorsque vous retenez ses services, votre avocat travaille pour vous. C'est vrai même si vous obtenez un certificat d'aide juridique pour payer votre avocat et même si celui-ci travaille dans une clinique juridique communautaire.

Parce que votre avocat doit connaître tous les faits relatifs à votre demande d'asile, il est important que vous trouviez un avocat en qui vous pouvez avoir confiance et à qui vous pouvez parler librement. Votre avocat doit vous aider à comprendre la procédure de demande d'asile. S'il y a quelque chose que vous ne comprenez pas ou dont vous n'êtes pas sûr(e), dites-le à votre avocat. Un avocat qui connaît le droit des réfugiés peut vous aider à présenter les faits de votre cause au regard du droit. De plus, les avocats ne peuvent parler de ce que leur client leur a révélé à propos d'événements passés, à moins que le client y ait consenti.

Si vous avez besoin d'un interprète lorsque vous rencontrez votre avocat, celui-ci peut prendre des arrangements dans ce sens. Mais demandez-le-lui à l'avance. Si vous avez l'intention d'être accompagné(e) de votre propre interprète, laissez-le savoir à votre avocat avant la rencontre. De la sorte, votre avocat pourra indiquer à l'interprète quand et comment il sera payé.

Votre avocat devrait étudier votre formulaire de renseignements personnels (FRP) avec vous. Si vous avez retenu les services de l'avocat avant la date limite pour présenter votre FRP à la CISR, votre avocat et vous devriez procéder à cet examen avant que vous signiez le formulaire. Assurez-vous que tous les renseignements inscrits sur le FRP sont vrais. Vous pourriez nuire à votre cause si vous signez un FRP contenant de l'information qui est fausse.

Si vous avez des documents qui ne sont pas rédigés en français ni en anglais, votre avocat devra les faire traduire. L'avocat pourrait également vouloir obtenir un rapport médical ou psychologique à votre sujet.

Si vous déménagez ou changez de numéro de téléphone, laissez-le savoir à votre avocat sans tarder. Si vos coordonnées ne sont pas à jour, votre avocat ne pourra pas obtenir vos instructions. Et si tel est le cas, il se peut que votre avocat ne puisse plus vous représenter.

Si vous avez des difficultés à travailler avec votre avocat, parlez-lui-en. Si vous lui en parlez mais que vous avez toujours des

inquiétudes, vous pourriez décider de changer d'avocat.

Si vous détenez un certificat d'aide juridique, vous pouvez vous adresser à Aide juridique Ontario et demander de changer d'avocat. Cela dit, pour que le représentant d'Aide juridique Ontario permette une telle mesure, il devra estimer que vous avez une bonne raison pour la prendre. Par exemple, si l'avocat ne vous rencontre pas avant qu'on vous demande de signer votre FRP ou qu'on vous demande de signer un FRP que vous ne comprenez pas ou dont vous désapprouvez certains éléments, vous avez une bonne raison de changer d'avocat.

---

**La présente publication contient des renseignements généraux destinés aux résidents de l'Ontario. Sa lecture ne doit pas tenir lieu de consultation sur le droit. Si vous avez un problème juridique, obtenez des conseils juridiques particuliers.**

**Production et traduction :**

CLEO (Community Legal Education Ontario / Éducation juridique communautaire Ontario)

**Financement :**

Aide juridique Ontario et  
le ministère de la Justice du Canada

Nos remerciements vont au Bureau du droit des réfugiés et à l'Inter-clinic Immigration Working Group, qui ont collaboré à la réalisation de la présente série.

La présente feuille de renseignements fait partie d'une série de publications de CLEO sur l'immigration et le statut de réfugié. CLEO offre également des publications se rapportant à d'autres domaines du droit. Ces publications sont gratuites.

Nous mettons nos publications à jour régulièrement pour tenir compte des changements apportés à la loi. Notre Liste des publications périmées vous indique quelles publications sont dépassées et doivent être jetées.

Pour obtenir une copie de notre [Bon de commande](#) actuel ou de notre [Liste des publications périmées](#), consultez notre site web à [www.cleo.on.ca](http://www.cleo.on.ca) ou téléphonez-nous au **416-408-4420, poste 33.**



**CLEO** Janvier 2009

Hiring a lawyer to help with a refugee claim — French